



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

« Patrimoine et diversité culturelle en péril en Iraq et en Syrie »

Conférence internationale

Siège de l'UNESCO, Paris

3 décembre 2014, Salle II, 14h30-17h30

RAPPORT



Cette conférence et cette publication ont été rendues possibles grâce au généreux soutien de :

L'État du Koweït



Le Royaume d'Arabie saoudite



Table des matières

- I. Résumé**
- II. État des lieux**
 - i. Mme Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO
 - ii. M. Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations unies
 - iii. Mme Emily Rafferty, Présidente du Metropolitan Museum of Art de New York
 - iv. Cheikh Humam Hamoudi, Premier vice-président du Parlement d'Iraq
 - v. M. Nickolay Mladenov, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Iraq et Chef de la Mission d'assistance des Nations unies pour l'Iraq (MANUI)
 - vi. M. Staffan de Mistura, Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Syrie
 - vii. Questions-réponses
- III. Nettoyage culturel – La diversité culturelle menacée**
 - i. Prof. Homi K. Bhabha, Directeur du Mahindra Humanities Center de l'université Harvard
 - ii. M. Adama Dieng, Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention du génocide
 - iii. Dr Antonella Caruso, Directrice du département des Affaires politiques de l'ONU, division Moyen-Orient et Asie de l'Ouest
 - iv. S.E. Prof. Adnan Badran, Représentant de S.A.R. El-Hassan Bin Talal du Royaume hachémite de Jordanie
 - v. Questions-réponses
- IV. Protéger le patrimoine culturel en Iraq et en Syrie : un impératif de sécurité**
 - i. Prof. Dr Maamoun Abdulkarim, Directeur général des antiquités de Syrie
 - ii. Prof. Dr Markus Hilgert, Directeur du musée du Proche-Orient de Berlin
 - iii. Dr Richard Kurin, Secrétaire adjoint pour l'Histoire, l'Art et la Culture à la Smithsonian Institution
 - iv. Mme Gautier, Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions – Comité 1267, Conseil de sécurité de l'ONU
 - v. Questions-réponses
- VI. Conclusion de M. Alfredo Pérez de Armiñán, Sous-directeur général pour la Culture**
- VII. Observations complémentaires transmises par écrit par les participants**
 - i. M. Gaozhang Zhu, Directeur du Contrôle et de la Facilitation, Organisation mondiale des douanes
 - ii. Mme Julia Brungs, Chargée de politique et de projets, Fédération internationale des associations et institutions de bibliothèques
 - iii. Dr Kathryn Spellman Poots, Professeure associée, Institut d'étude des Civilisations musulmanes de l'université Aga Khan (international), Royaume-Uni
 - iv. M. Marc Knobel, Directeur des études, Conseil Représentatif des Institutions Juives de France
 - v. Mme Elisabeth Decrey Warner, Présidente de l'Appel de Genève
 - vi. M. Dominique Chevalier, Président du Syndicat National des Antiquaires
- VIII. Annexe I – Note documentaire – Protection du patrimoine et de la diversité culturelle : un impératif humanitaire et de sécurité dans les conflits du XXI^e siècle**

- IX. Annexe II – Programme de la conférence**
- X. Annexe III – Profil des intervenants, table ronde I**
- XI. Annexe IV – Profil des intervenants, table ronde II**

Résumé

Le 3 décembre 2014, l'UNESCO a organisé une conférence internationale sur le thème « Patrimoine et diversité culturelle en péril en Iraq et en Syrie » à son siège à Paris, afin de faire prendre conscience de l'ampleur de la destruction du patrimoine culturel dans cette région aujourd'hui.

L'objectif de cette conférence était aussi d'attirer l'attention sur le fait que la destruction du patrimoine culturel et la persécution des minorités ne constituent pas seulement une urgence culturelle, mais aussi un impératif politique et de sécurité, qui nécessite des réponses adéquates au niveau politique et humanitaire.

Dans un contexte de conflit sectaire de plus en plus violent et de destruction intentionnelle des lieux culturels en Iraq et en Syrie, processus que la directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, a qualifié de « nettoyage culturel », la réunion a tâché de rassembler les parties prenantes afin de trouver de nouveaux moyens de protéger plus efficacement le patrimoine culturel menacé et de mieux intégrer la dimension culturelle dans la réponse politique aux crises, ainsi que dans les stratégies de développement, d'aide humanitaire, de consolidation de la paix et de sécurité.

L'expression « nettoyage culturel » désigne une stratégie visant à supprimer intentionnellement la diversité culturelle en ciblant délibérément des personnes en fonction de leur appartenance culturelle, ethnique ou religieuse, alliée à des attaques délibérées de leurs lieux de culte, de mémoire et d'enseignement. La stratégie de nettoyage culturel que l'on peut observer en Iraq et en Syrie se reflète dans les attaques contre le patrimoine culturel, c'est-à-dire contre des expressions de la culture physiques, matérielles et bâties telles que des monuments et des bâtiments, et contre des minorités et des expressions immatérielles de la culture telles que les coutumes, les traditions et les croyances.

Tous les intervenants ont souligné les nombreuses formes sous lesquelles la culture ou le patrimoine culturel se retrouvent en première ligne des conflits aujourd'hui et, de là, la nécessité d'en tenir compte dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une réponse efficace et durable. Les liens suivants entre culture et conflits ont notamment été cités lors de la conférence :

- La prise pour cible délibérée du patrimoine culturel en vue de détruire la légitimité d'autrui d'exister en tant que tel, illustrant les formes les plus violentes de fanatisme de notre époque ;
- Le lien très probable entre le trafic illicite d'objets culturels et le financement du terrorisme et de la violence sectaire ;
- La destruction délibérée d'écoles, de lieux culturels et d'institutions représentant la liberté d'expression et d'opinion, ainsi que la prise pour cible délibérée de journalistes et de professionnels œuvrant pour renforcer ces valeurs, ce qui témoigne d'une stratégie cohérente de destruction des fondements de la société humaine.

La conférence a également pointé du doigt la nature évolutive des conflits du XXI^e siècle, qui se déroulent souvent entre plusieurs acteurs non internationaux et dans des zones urbaines, et qui ciblent les populations civiles. Ainsi, de nombreux sites culturels ont été détruits ou ont subi des dommages collatéraux de la guerre, tandis que l'instabilité et l'effondrement des gouvernements ont facilité le pillage de musées et de sites archéologiques.

Face à ces enjeux, les participants à la conférence ont formulé cinq propositions stratégiques concrètes :

1. Une interdiction internationale du commerce d'objets culturels en provenance de Syrie émanant du Conseil de sécurité (CS) des Nations unies (ONU) et faisant écho à une mesure similaire prise pour l'Iraq avec la résolution 1483 du CS de l'ONU (2003).
2. La création de « zones de protection culturelle » autour des principaux sites de patrimoine afin de réduire la violence en négociant un « gel » des hostilités, à commencer par des lieux ayant une valeur culturelle commune, comme la ville d'Alep.
3. Un investissement plus important dans l'accès à une éducation de qualité comme moyen fondamental d'éviter une plus grande radicalisation et de favoriser le respect de la diversité culturelle, du pluralisme et du dialogue entre différentes communautés.
4. Le renforcement de la ratification et de la mise en œuvre de la Convention de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et de ses protocoles additionnels, et la fin de l'impunité pour les attaques délibérées contre le patrimoine culturel, qui sont reconnues comme crimes de guerre par le Statut de Rome de la Cour pénale internationale.
5. Une analyse approfondie du processus de « nettoyage culturel », notamment de son importance dans le contexte de la protection des droits de l'homme et de la prévention des génocides.

L'UNESCO travaille actuellement sur ces questions, en collaboration avec les agences et les partenaires compétents en la matière. Parallèlement, la directrice générale de l'UNESCO a annoncé à la conférence le lancement d'une campagne de sensibilisation multidirectionnelle pour la protection du patrimoine culturel syrien et iraquien. Cette campagne va utiliser différents moyens de communication – des réseaux sociaux à la production de ressources audiovisuelles – pour diffuser largement le message de l'UNESCO. Cette initiative va également exploiter le réseau de musées à grande visibilité (comme le Louvre), de maisons de vente aux enchères, ainsi que des médias nationaux et internationaux, en produisant des ressources communes et en réalisant des campagnes sur les réseaux sociaux.

La conférence a été organisée grâce au soutien généreux de l'État du Koweït et du Royaume d'Arabie saoudite. Elle a réuni des décideurs, des experts et des représentants d'Iraq et de Syrie, ainsi que des conservateurs du monde entier, des universitaires, des décideurs et responsables politiques, des représentants d'organisations internationales et non gouvernementales, des agences d'application de la loi et des professionnels des musées et des enchères du plus haut niveau.

Le rapport ci-dessous présente les principales idées et suggestions stratégiques de chaque intervenant énoncées lors des trois sessions de la conférence (cf. programme en Annexe I) : le segment de haut niveau, la table ronde sur le thème « Nettoyage culturel – La diversité culturelle menacée » et la table ronde sur le thème « Protéger le patrimoine culturel en Iraq et en Syrie : un impératif de sécurité ».

Enfin, ce rapport présente les observations complémentaires des invités n'ayant pas eu l'occasion d'intervenir lors de la conférence mais qui ont fait part de leurs idées par écrit (section VII).

État des lieux

Mme Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO

Mme Bokova a attiré l'attention sur le fait que la protection du patrimoine n'était pas seulement une urgence culturelle, mais aussi une nécessité politique et de sécurité. Aidée d'une carte d'Iraq exposant la grande diversité culturelle du pays, elle a montré que la culture devait être au cœur de toute stratégie pour la paix. Elle a ensuite affirmé que l'éducation était une ressource essentielle dans la lutte contre le fanatisme, puisqu'elle permettait aux populations de se forger une identité collective, élément fondamental pour surmonter les conflits. À l'aide d'une série d'images, Mme Bokova a expliqué de quelle manière les Syriens et les Iraquiens étaient persécutés et chassés de chez eux en raison de leur appartenance culturelle et religieuse. Elle a cité les exemples d'Alep et d'Apamée pour illustrer la manière dont le patrimoine était spécifiquement visé et détruit, suivant une stratégie de nettoyage culturel violente et préméditée, et a noté que le trafic illicite de biens culturels était probablement à l'origine d'un financement direct du terrorisme.

Mme Bokova a en outre souligné le rôle de l'UNESCO pour tirer la sonnette d'alarme et réunir des partenaires afin de rechercher des solutions, et a ajouté que condamner la violence n'était pas suffisant. Suite aux conflits qui se déroulent en Iraq et en Syrie, elle a rappelé que l'UNESCO avait créé un Plan d'intervention d'urgence visant à promouvoir le dialogue entre les parties et à collaborer afin de protéger le patrimoine culturel. Pour la Syrie, avec l'appui de l'Union européenne (UE), l'UNESCO a établi un mécanisme de surveillance et prend actuellement des mesures d'urgence pour atténuer les risques et lutter contre le trafic illicite. Il faut toutefois en faire plus. Mme Bokova a souligné la nécessité d'intégrer la dimension culturelle dans les stratégies de paix, en particulier dans les pays où le patrimoine culturel est en première ligne. Elle a également proposé de créer des « zones de protection culturelle » autour de sites du patrimoine, qui passerait par un engagement plus fort auprès des acteurs locaux, et a appelé le CS de l'ONU à envisager d'interdire le commerce d'objets culturels syriens.



Fig. 1 - Mme Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO © UNESCO

M. Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations unies

Dans son allocution vidéo, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué cette conférence, qui marquait « une nouvelle étape » dans les efforts de protection du patrimoine culturel et de la diversité culturelle d'Iraq et de Syrie. Soulignant le fait que les attaques contre les sites du patrimoine et les minorités « alimentent le cycle de la violence et de la vengeance sectaires », il a estimé que la protection du patrimoine culturel était un « impératif politique et de sécurité » et a appelé à la mettre « au cœur des efforts de construction de la paix et de résolution des conflits, ainsi que des politiques d'aide humanitaire et de développement ».

Mme Emily Rafferty, Présidente du Metropolitan Museum

Mme Rafferty a d'abord rappelé à l'assistance le lancement par l'ICOM, le 25 septembre 2014, de la Liste rouge d'urgence des biens culturels syriens en péril au Metropolitan Museum de New York, auquel Mme Bokova avait assisté avec le secrétaire d'État américain John Kerry, et a souligné l'importance d'une « collaboration mondiale pour la préservation ».

Selon Mme Rafferty, en raison de la nature cyclique de l'histoire et du fait que le patrimoine culturel et sa préservation constituent un lien direct vers la compréhension et la dignité humaines, la perte de ce



Fig. 2 – Emily Rafferty, Présidente du Metropolitan Museum © UNESCO

patrimoine culturel représente une véritable tragédie. Mme Rafferty a également rappelé l'importance de la culture pour la croissance et la stabilité économiques, notamment par l'intermédiaire du tourisme.

Ensuite, rappelant le rôle des musées comme « gardien[s] des civilisations anciennes », Mme Rafferty a mis l'accent sur leur contribution à la conservation directe des objets et à la formation des spécialistes de la conservation, au partage des meilleures pratiques ainsi qu'à la maintenance des dossiers d'archives.

Enfin, Mme Rafferty a réitéré l'engagement du Metropolitan pour attirer l'attention sur la dévastation du patrimoine culturel de Syrie et d'Iraq. Elle a également souligné l'importance que revêtaient « la transparence, l'accessibilité et l'ouverture au dialogue » des parties prenantes réunies à l'occasion de cette conférence, comme un « contrepoids à la violence et à la haine » qui touchent l'Iraq et la Syrie.

Cheikh Humam Hamoudi, Premier vice-président du Parlement d'Iraq

Dans son allocution, l'honorable Cheick Hamoudi a souligné que cette conférence traduisait un consensus international grandissant en faveur de la protection du patrimoine culturel, qui s'inspirait des résolutions du CS de l'ONU et qui montrait la prise de conscience du danger rencontré par le patrimoine culturel en Iraq.

Berceau des civilisations et de la richesse des différentes cultures et sociétés, la Mésopotamie, selon M. Hamoudi, avait servi l'humanité, en inventant l'écriture et la roue, et en conférant sa spécificité à l'Iraq grâce aux différents peuples qui y vivaient pacifiquement côte à côte.

Il a rappelé que l'Iraq avait déjà connu des attaques contre sa culture et ses savoirs et que le pays était aujourd'hui une nouvelle fois soumis à des attaques similaires de la part de « forces de l'obscurantisme et de l'ignorance » qui ne l'emporteraient toutefois pas. Il a rappelé à tous que ces forces représentaient un danger pour l'humanité tout entière, du fait qu'elles cherchaient à « détruire l'unité de la culture humaine, l'art du vivre ensemble, la diversité et les échanges culturels entre les civilisations ».

La culture de l'Iraq n'appartenant pas seulement à ce pays mais aussi à l'humanité tout entière, M. Hamoudi a insisté sur la responsabilité commune de la protéger ainsi que sur l'urgence d'aider l'Iraq à préserver son patrimoine culturel et à lutter contre le trafic illicite. Il a invité tous les États parties aux Conventions de l'UNESCO de 1954, 1970, 1972 et 2003, ainsi que toutes les personnes soutenant la résolution du Conseil exécutif de l'UNESCO concernant la protection du patrimoine culturel iraquien, à aider son pays à lutter contre le terrorisme et à protéger son patrimoine culturel en vue de favoriser la paix.



Fig. 3 - Cheikh Humam Hamoudi, Premier vice-président du Parlement d'Iraq © UNESCO

M. Nickolay Mladenov, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et Chef de la Mission d'assistance des Nations unies pour l'Iraq (MANUI)

M. Mladenov a insisté sur les dangers que représente l'État islamique en Iraq et au Levant (EIIL) pour le Moyen-Orient et en particulier pour l'Iraq, du fait qu'il compromet la souveraineté des États par des



Fig. 4 - M. Nickolay Mladenov, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Iraq et Chef de la Mission d'assistance des Nations unies pour l'Iraq (MANUI) © UNESCO

communauté internationale à apporter son soutien et sa coopération aux autorités irakiennes, locales et nationales, et a invité les pays voisins à mettre en œuvre des initiatives et des politiques qui contribueraient à stabiliser la région.

stratégies qui contribuent à l'affaiblissement des sociétés, à l'endoctrinement sectaire et à l'ébranlement des autorités légitimes. Afin de tenter de résoudre les problèmes rencontrés par l'Iraq, il a rappelé l'importance de sauvegarder le riche patrimoine historique du pays, qui se voit progressivement détruit par les conflits, et la nécessité de reconstruire un système éducatif irakien fondé sur une compréhension moderne des droits de l'homme, sur l'état de droit et sur la protection des minorités. Il a cependant reconnu la difficulté d'un tel projet dans une société traditionnelle qui a récemment subi des changements de régime radicaux. Afin de mettre en pratique ces propositions, il a appelé la

M. Staffan de Mistura, Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Syrie

« La Syrie a trop souffert ». C'est avec cette déclaration que M. de Mistura a ouvert son discours, appuyé par les terribles chiffres de 2,3 millions de réfugiés syriens, 7,2 millions de personnes déplacées (IDP) et 11 millions de personnes nécessitant une aide humanitaire après 30 années de dégradation de la croissance économique.

M. de Mistura s'est interrogé sur la poursuite des activités militaires, puisque « tout le monde convient qu'il n'y a pas de solution militaire » mais uniquement une solution politique menée par la Syrie. Reconnaisant qu'une conférence pour parler de la paix était malheureusement encore prématurée, M. de Mistura a suggéré un plan d'action progressif axé sur trois priorités. Tout d'abord, « faire tout ce que nous pouvons, partout où nous le pouvons » pour réduire la violence faite « aux personnes, entre les personnes, ainsi qu'aux bâtiments », qui représentent la « réalité de l'histoire de ce magnifique pays ». À partir de là, l'aide pourrait être renforcée pour ramener à la normale la vie quotidienne des populations. Troisième et dernier point, un processus politique pourrait être engagé afin de trouver une alternative à l'approche gagnant-perdant qui prévaut actuellement entre les parties en conflit. Pour mettre en œuvre ce plan d'action, M. de Mistura a suggéré de choisir un projet pilote qui servirait d'exemple : Alep, ville particulièrement remarquable en termes de patrimoine et de diversité culturels, où coexistent toutes les religions, où toutes les cultures de la Méditerranée ont laissé leur trace. Alors que la ville est actuellement disputée par les forces du gouvernement et de l'opposition, M. de Mistura a ajouté que l'EIL, « l'Ébola politique » de notre époque, attendait simplement son tour pour entrer dans la ville. Dans ce contexte, il espérait mobiliser la communauté internationale pour



Fig. 5 – M. Staffan de Mistura, Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Syrie, et M. Lakhdar Brahimi, son prédécesseur © UNESCO

sauver Alep et, en particulier, la Grande mosquée omeyyade, « un symbole emblématique de ce que nous devrions protéger », en avançant l'idée d'un gel des combats, au minimum, signe d'un « laboratoire d'espoir » qui pourrait être étendu à d'autres parties du pays.

Questions-réponses

Répondant à une question au sujet des mesures à prendre pour réformer des systèmes éducatifs qui enseignent la haine, la Directrice générale a mis l'accent sur le fait que la tolérance, le respect de la diversité et les notions culturelles devaient être enseignés à l'école. Elle a également cité des exemples pratiques d'activités de l'UNESCO à cet égard, comme la révision des manuels ou l'élaboration de livres d'histoire générale. M. Hamoudi s'est dit d'accord avec la Directrice générale, ajoutant que « l'histoire [était] d'une importance capitale pour avoir une vision claire de soi-même et des autres » et que, pour que la coexistence soit possible, il était nécessaire de s'accepter les uns les autres. Dans ce contexte, il est revenu sur l'importance de l'éducation ainsi que sur celle de la démocratie politique et religieuse, et a rappelé que le texte de la Constitution iraquienne prévoyait la coexistence.

Dans son commentaire, M. Bakhtiar Amin, ancien ministre iraquien des Droits de l'homme et directeur de la Fondation pour l'avenir, a exhorté M. Hamoudi à mettre au programme du Parlement iraquien, en premier lieu, la ratification du Deuxième protocole de 1999 de la Convention de 1954 de l'UNESCO et, ensuite, la ratification par l'Iraq du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, notamment pour en appliquer l'article 8 relatif à l'attaque des sites culturels lors de conflits armés. Enfin, il a suggéré que la citadelle de Kirkouk, sa ville natale, soit inscrite sur la Liste du patrimoine mondial.

Nettoyage culturel – La diversité culturelle menacée

La première table ronde de la conférence s'est intéressée tout particulièrement à la question du nettoyage culturel, en étudiant ses sources idéologiques, ethniques, religieuses et politiques, et en examinant le rôle de la culture comme passerelle entre les populations, comme source de résilience pour les communautés et comme facteur de réconciliation. Elle était animée par S.E. l'ambassadeur Pierre Morel, Directeur de l'Observatoire Pharos, qui a ouvert la session en se joignant aux propos de M. de Mistura, pour qui cette conférence offrait une plate-forme de sensibilisation et de réflexion sur les mesures concrètes à prendre. M. Morel a défini le phénomène de nettoyage culturel en cours en Iraq et en Syrie comme une « stratégie employée par certaines forces pour détruire la légitimité des autres, privées de leurs droits fondamentaux d'existence et d'expression », qui s'illustre par des attaques physiques contre les personnes, les objets, la mémoire et les traces de la mémoire, ainsi que par la révision des programmes éducatifs. Il a souligné que ces processus, en Iraq et en Syrie, s'inscrivaient dans une politique délibérée de réduction de la diversité culturelle, qu'il ne s'agissait pas d'actions accidentelles malencontreuses. Selon lui, ces agissements étaient contraires à la nature humaine même, du fait que les identités et les traditions étaient toujours plurielles.

Prof. Homi K. Bhabha, Directeur du Mahindra Humanities Center de l'université Harvard

Dans son intervention très éloquente, le professeur Bhabha a rappelé l'objectif de la conférence, « comprendre la tragédie du nettoyage culturel et envisager une stratégie de prévention et de résolution », non sans reconnaître qu'il s'agissait d'une « tâche colossale » au regard du « chaos de la guerre ».

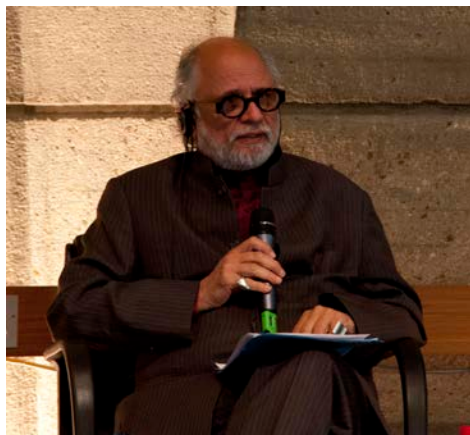


Fig. 6 - Prof. Homi K. Bhabha, Directeur du Mahindra Humanities Center de l'université Harvard © UNESCO

Le professeur Bhabha a également donné sa définition du processus de nettoyage culturel, en le comparant à « la mort par la faim ». Selon lui, « faire mourir un peuple de faim consiste à le réduire à une dimension physique aveugle qui ne lui permet plus de distinguer la frontière entre vie humaine et existence animale ». De la même manière, « le but du nettoyage culturel est de dégrader les divers patrimoines culturels des autres afin d'exiler les populations opprimées dans un état de barbarie hors de toute forme d'histoire humaine ». Il s'est toutefois dit opposé à la tendance à considérer le phénomène de nettoyage culturel comme un effet du choc des civilisations, catégorisant ce dernier comme « une idée de conflit culturel inspirée par les bipolarités de la pensée de la Guerre froide ». Selon lui, le nettoyage culturel est plutôt l'expression d'une « résistance sectaire à des sites du

patrimoine culturel qui partagent des histoires hybrides d'affiliations interculturelles ». Pour la suite, M. Bhabha a suggéré de débattre du paradigme de la Responsabilité de protéger (R2P) et de ses possibles implications pour « les institutions, coutumes et pratiques culturelles ».

M. Adama Dieng, Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention du génocide

M. Dieng a commencé son intervention en soulignant l'urgence de réagir à la tragédie humaine qui se déroulait en Syrie et en Iraq. « Il est temps d'agir », a-t-il déclaré. Il a décrit la situation actuelle comme la « conséquence malheureuse de l'exclusion délibérée de secteurs de la population de la participation aux processus de prise de décisions ». Dans ce contexte, il a mentionné le rôle du précédent gouvernement iraquien, qui avait « délibérément suivi une politique de non-inclusion des communautés sunnites », contribuant à accroître les frustrations et la haine sectaire qui avaient « facilité l'émergence » de l'EIL. Il a

toutefois salué la formation de l'actuel gouvernement d'unité iraquien, qui constituait « un pas dans la bonne direction ».

Le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention du génocide a développé un cadre d'analyse « pour évaluer le risque de crimes d'atrocités ». Selon M. Dieng, la destruction de « biens d'importance culturelle et religieuse » indique un « risque accru de génocide, de nettoyage ethnique et de crimes contre l'humanité lorsqu'elle est associée à d'autres facteurs de risque ». M. Dieng a néanmoins souligné que ce type de destruction constituait en soi un crime de guerre et qu'il était perçu par les communautés concernées comme une menace à leur sécurité. De la même manière, « les attaques contre les personnes » entravent le chemin de la réconciliation et de la paix puisqu'elles représentent aussi des attaques à leur culture.

Enfin, M. Dieng a insisté sur le rôle fondamental de l'éducation pour favoriser la « résilience des sociétés face à des crimes d'atrocités », qualifiant les éducateurs d'« agents de prévention » qui devaient être soutenus.



Fig. 7 - M. Adama Dieng, Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention du génocide © UNESCO

Dr Antonella Caruso, Directrice du département des Affaires politiques de l'ONU, division Moyen-Orient et Asie de l'Ouest



Fig. 8 - Dr Antonella Caruso, Directrice du département des Affaires politiques de l'ONU, division Moyen-Orient et Asie de l'Ouest © UNESCO

Le Dr Caruso a résumé les principaux facteurs à l'origine de la rapide expansion de l'EIL en Iraq et en Syrie, tout en faisant remarquer que la situation politique de ces deux pays était différente, mais qu'ils étaient souvent regroupés dans le discours moderne en raison de leur ennemi commun : l'EIL. Selon elle, l'expansion rapide de l'EIL en Iraq peut s'expliquer en partie par la non-progression du processus de réconciliation après la guerre civile de 2006-2007, qui a donné de l'ampleur aux politiques identitaires et aux divisions entre différentes composantes de la société iraquienne et leurs élites politiques. L'intégration incomplète des membres du Sahawat, alliée au meurtre par représailles des familles des chefs tribaux, qui ont joué un rôle crucial pour empêcher Al-Qaïda de gagner davantage d'influence dans la région, ont également contribué aux crises actuelles. En outre, les griefs socio-économiques ont fourni un environnement favorable à la rhétorique incendiaire et révisionniste de l'EIL, le gouvernement iraquien n'ayant jamais complètement abordé les problèmes à l'origine des manifestations qui ont eu lieu dans la province d'Al-Anbar de 2011 à 2013. En exploitant les griefs

des sunnites, l'EIL a pu compter sur des groupes armés locaux. En plus de ces événements, la rapide expansion de l'EIL a également permis à l'organisation terroriste d'acquérir de nombreuses ressources naturelles et de mettre en place une administration locale efficace, grâce à laquelle elle peut commencer à construire un proto-état terroriste. Enfin, le Dr Caruso a exhorté les peuples iraquien et syrien à travailler ensemble pour faire tomber ce mur de méfiance qui divise les populations.

S.E. Prof. Adnan Badran, Représentant de S.A.R. El-Hassan Bin Talal du Royaume hachémite de Jordanie

S.E. M. Adnan Badran s'est interrogé sur l'approche actuellement adoptée pour combattre l'EIIL, estimant qu'utiliser la force militaire sans s'attaquer au cœur du problème n'offrirait jamais une solution durable. Il a insisté sur le fait que l'EIIL tentait de répandre une idéologie religieuse extrémiste et fondamentaliste similaire à celles du Moyen Âge, qui ne pourrait être stoppée que par la pensée idéologique éclairée du véritable islam modéré. Il a expliqué que l'assassinat d'un militant de l'EIIL pourrait servir d'argument pour recruter des hordes de jeunes gens, et que le développement du Moyen-Orient allait être sévèrement entravé pendant les années à venir, les pétrodollars étant utilisés pour financer les militants plutôt que pour investir dans le développement futur. Il a indiqué que le conflit ne faisait qu'accentuer les différences culturelles et raciales, au lieu de mettre en avant les éléments communs qui unissent les peuples. M. Badran a insisté sur le fait que nous ne devons pas laisser ces divisions s'endurcir, car c'est la marginalisation de groupes religieux qui a permis cette montée de l'extrémisme. Il a indiqué qu'il faudrait mettre en valeur les États laïques, civils et démocratiques du Moyen-Orient, dans lesquels toutes les couches de la société sont libres de participer à la vie du pays et de pratiquer leur religion sans discrimination liée au sexe, à la religion, à la nationalité, à l'origine ethnique ou à la couleur de peau. Il a également déclaré que les cheikhs et les chefs religieux du Moyen-Orient devaient contrecarrer la fausse interprétation de l'islam de l'EIIL, qui prône la violence et le meurtre, pour ramener les gens vers le véritable sens de l'islam, à savoir la paix et l'harmonie. Il a poursuivi en expliquant que l'éducation était l'un des facteurs les plus efficaces pour combattre l'EIIL, car seule l'éducation peut faire naître la pensée éclairée et apporter les clés pour apaiser les tensions religieuses et raciales. L'UNESCO, a-t-il expliqué, est un instrument fondamental dans ce processus, puisqu'elle favorise non seulement l'éducation et le dialogue, mais qu'elle apporte aussi la pédagogie et les savoirs éducatifs qui permettent de développer la culture et la paix. Il a appelé à réformer les systèmes éducatifs dès la petite enfance afin de retirer les notions de haine et d'extrémisme religieux de certains manuels, et d'identifier les obstacles qui entravent l'éthique et l'intégration. M. Badran a conclu en soulignant le rôle important des médias, et notamment des réseaux sociaux, pour entraîner un changement de paradigme dans la perception des autres personnes, des autres idéologies et des autres systèmes de valeurs.



Fig. 9 – S.E. Prof. Adnan Badran, Représentant de S.A.R. El-Hassan Bin Talal du Royaume hachémite de Jordanie © UNESCO

Questions-réponses

Mme Maria Saadeh, une parlementaire syrienne, a pris la parole pour rappeler à l'assistance que le patrimoine ne pouvait être protégé que par la société à laquelle il appartenait, avec l'aide de la communauté internationale, sur la base de traités internationaux et la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elle a ajouté que la déstructuration de la société en fonction de la religion, ce qui se produisait actuellement en Syrie, était une menace plus importante que la destruction du patrimoine culturel. Enfin, elle a rappelé la Charte des Nations unies ainsi que la résolution 2170 du CS de l'ONU (2014) qui appelait à la fin des attaques sur les civils.

Protéger le patrimoine culturel en Iraq et en Syrie : un impératif de sécurité

La deuxième table ronde de la conférence s'est intéressée aux conséquences du conflit sur le patrimoine culturel d'Iraq et de Syrie, résultant de dommages collatéraux ou d'une destruction intentionnelle, et aux moyens de les limiter dans l'avenir ; aux mesures pour contrer le trafic illicite de biens culturels, qui permettraient de réduire cette importante ressource financière pour les groupes terroristes ; aux poursuites judiciaires contre les personnes responsables de la destruction intentionnelle du patrimoine culturel considérée comme crime de guerre et, sous certaines conditions, comme crime contre l'humanité. Cette table ronde était animée par M. Benjamin Goes, Président du Comité pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, établi par le Deuxième protocole de la Convention de La Haye de 1954, qui a introduit la session en remarquant la manière dont les conflits du XXI^e siècle différaient des précédents et en soulignant les conséquences de ces différences sur le patrimoine culturel. Les conflits contemporains sont en effet caractérisés par leur nature intra-étatique, opposant les forces gouvernementales à des groupes armés irréguliers et mettant en question l'applicabilité des traités internationaux.

Prof. Dr Maamoun Abdulkarim, Directeur général des antiquités de Syrie

M. Abdulkarim a commencé par décrire la situation dans son pays, expliquant qu'en l'absence d'institutions publiques, les menaces pour le patrimoine syrien s'étaient multipliées, avec des fouilles illégales, la destruction de biens par des groupes armés spécialisés dans les antiquités, qui menacent les populations locales qui tentent d'intervenir, ainsi que l'utilisation de sites comme champs de bataille. En raison de l'impossibilité d'accéder à certains des sites contrôlés par l'EIIL, aucune information n'était disponible sur leur état actuel. M. Abdulkarim a cependant assuré que 99 % des objets culturels de Syrie se trouvant hors des zones contrôlées par l'EIIL étaient hors de danger. Il a également cité certaines des actions entreprises par la Direction générale des antiquités et des musées de Syrie (DGAM), en particulier des campagnes de sensibilisation de la population visant à protéger le patrimoine culturel du pays. Il a aussi mentionné la coopération avec des acteurs internationaux pour répertorier les dommages et les pertes subis par le patrimoine culturel syrien. Il a ensuite rappelé que la DGAM continue de travailler avec toutes ses agences des villes syriennes, y compris dans les zones contrôlées par l'opposition, car elle considère qu'il s'agit d'une « bataille culturelle pour défendre notre patrimoine, qui représente notre identité », en précisant que leur « initiative, depuis le début, consiste à réunir les gens autour de [sic] ce qui les unit et non à les diviser ». M. Abdulkarim a en outre rappelé à l'assistance que la « DGAM appelait encore une fois toutes les parties à ne pas utiliser les sites comme champs de bataille ».

Prof. Dr Markus Hilgert, Directeur du musée du Proche-Orient de Berlin

Dans son intervention, M. Hilgert a présenté en détail la législation allemande en vigueur contre le trafic d'objets culturels, en soulignant les domaines qui devaient être améliorés. Il a noté l'importance pour les pays receveurs, comme l'Allemagne, de disposer notamment de lois efficaces et d'autres mesures juridiques. L'évaluation formelle de la loi allemande de 2007, qui met en pratique la Convention de l'UNESCO de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, a révélé que « des contrôles plus exhaustifs et plus efficaces de l'importation de biens culturels ayant été illégalement retirés de leur contexte d'origine sont nécessaires », tout comme des « mécanismes plus efficaces pour la restitution de biens culturels » et l'introduction de cadres de vigilance pour toutes les parties concernées, comme le stipule la directive européenne 2014/60. M. Hilgert souhaitait également une législation complémentaire au niveau européen afin d'« assécher le marché des antiquités acquises illégalement ». Dans ce cadre, il a expliqué la nécessité de mener de plus amples recherches, en particulier sur le commerce d'antiquités acquises illégalement et ses « agents et réseaux », ainsi que sur le nombre et la valeur des biens culturels

en circulation. Il a également insisté sur la nécessité de mener des recherches supplémentaires afin d'élaborer « des mesures efficaces pour vaincre ce domaine sombre du crime organisé ». Enfin, il a noté la responsabilité des musées et autres collections publiques de mener des recherches sur la provenance de leurs propres collections constituées au fil du temps.

Dr Richard Kurin, Secrétaire adjoint pour l'Histoire, l'Art et la Culture à la Smithsonian Institution

Le Dr Kurin a donné un aperçu de différentes activités entreprises par la Smithsonian Institution pour la protection du patrimoine culturel dans le monde. En Syrie et en Iraq, SHOSI (Safeguarding the Heritage of Syria Initiative), en partenariat avec l'université de Pennsylvanie, l'Association américaine pour l'avancement des sciences (AAAS), l'Institut des États-Unis pour la paix (USIP), l'association Le Jour d'Après, le groupe de travail dédié au patrimoine syrien et le Comité américain du Bouclier bleu, crée actuellement pour les militaires américains des listes de cibles exclues afin de prévenir les dommages causés aux sites du patrimoine culturel ; elle surveille également les sites et les dommages qu'ils subissent par imagerie satellite, et forme les civils et coopère avec eux sur le terrain en partant du principe que « ce sont les premiers à souhaiter et à nécessiter la sauvegarde des choses les plus proches d'eux ». Dans ce contexte, M. Kurin a souligné que « notre reconnaissance au niveau international de l'importance du [patrimoine culturel], sur le plan local ou régional, [...] indique notre respect envers ce à quoi ils accordent de la valeur », ce qui lui confère une valeur universelle.



Fig. 10 – de gauche à droite : Prof. Dr Markus Hilgert, Directeur du musée du Proche-Orient de Berlin ; Prof. Dr Maamoun Abdulkarim, Directeur général des antiquités de Syrie ; M. Benjamin Goes, Président du Comité pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé ; Dr Richard Kurin, Secrétaire adjoint pour l'Histoire, l'Art et la Culture à la Smithsonian Institution © UNESCO

Mme Gautier, Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions – Comité 1267 du Conseil de sécurité de l'ONU

Cette experte a présenté l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions du Comité du Conseil de Sécurité concernant Al-Qaïda et a informé l'assistance de ses activités en cours, comprenant l'estimation des menaces et l'évaluation de l'exécution des trois principales sanctions par les États membres des Nations unies : l'embargo sur les armes et les produits et services associés, l'interdiction de voyager et le gel des avoirs. La terminologie de cette dernière sanction a récemment été élargie afin d'inclure les œuvres d'art et les biens culturels. Ainsi, le trafic de biens culturels est désormais considéré comme une source potentielle de financement du terrorisme. En vertu de la résolution 2170 du CS de l'ONU du 15 août 2014, qui impose un gel des avoirs, une interdiction de voyager et un embargo sur les armes à six nouveaux individus affiliés à Al-Qaïda, à l'EIL et au Front el-Nosra, et qui charge l'Équipe de surveillance de présenter un rapport au Comité sur la menace que représentent l'EIL et le Front el-Nosra, l'Équipe de surveillance, en partenariat avec l'UNESCO, a analysé le trafic d'objets culturels et le financement du Front el-Nosra et de l'EIL, entre autres, grâce à ce trafic. Dans ce cadre, l'Équipe de surveillance a publié un rapport et dix recommandations, dont une (la n°6) portant sur la lutte contre les trafics illicites par des groupes terroristes. Dans cette recommandation, elle demande au CS de l'ONU de déclarer « un moratoire mondial sur le commerce d'antiquités en provenance de la Syrie et de l'Iraq dont l'origine n'est pas claire et certifiée depuis l'adoption de la résolution 2170 (2014) ». Le but de ce moratoire serait de « perturber ce marché et de réduire les revenus potentiels de cette activité » pour le Front el-Nosra et l'EIL.

Comme les intervenants précédents, Mme Gautier a réitéré que l'éducation est « au cœur de la lutte contre le terrorisme », en donnant l'exemple de la ville iraquienne de Mossoul, où l'EIL est en train de modifier les programmes de quatre universités sous son contrôle.

Questions-réponses

Réagissant directement aux propos de l'experte de l'Équipe de surveillance, le délégué permanent de l'Australie, pays qui assurait la présidence du CS de l'ONU en novembre 2014, est intervenu pour saluer son discours. Il a exhorté à « mettre fin à ce commerce illégal » et a rappelé « la nécessité de travailler à partir des instruments » fournis par la résolution 2170 (2014) du CS de l'ONU et des recommandations formulées par l'Équipe de surveillance, ainsi que de trouver un moyen de mettre en place le moratoire proposé. Il a également suggéré deux actions supplémentaires. Premièrement, réfléchir à la mise en œuvre du « très important et puissant mécanisme » que constitue le §7 de la résolution 1483 (2003) du CS de l'ONU, à savoir l'interdiction totale dont est frappé le commerce ou le transfert de biens culturels irakiens ayant une valeur historique et archéologique et dont l'origine est invérifiable. Deuxièmement, il a rappelé la déclaration du 19 novembre 2014 du président du CS de l'ONU, qui appelait les États membres à « prendre les mesures voulues pour empêcher le commerce illégal d'articles ayant une importance archéologique, historique, culturelle et religieuse », et a suggéré de réfléchir à la manière de la mettre œuvre.

Le Dr Anne-Catherine Robert-Hauglustaine, Directrice générale du Conseil international des musées (ICOM), a profité de son intervention pour présenter les activités de l'ICOM et en particulier ses activités portant sur la compilation de Listes rouges, comme la Liste rouge d'urgence des biens culturels syriens en péril et la Liste rouge d'urgence des antiquités irakiennes en péril.

Enfin, M. Nadim Karkutli, Chef des opérations de la délégation de l'UE en Syrie, a présenté les actions de son organisation et a réitéré son engagement de coopérer et de soutenir l'UNESCO, notamment par le biais d'une subvention de 2,5 millions d'euros.

Dans sa conclusion, M. Goes, le président de la session, a mis l'accent sur la nécessité d'empêcher l'apparition de menaces pour le patrimoine culturel, appelant les États membres à utiliser les mécanismes tels que la Convention de La Haye de 1954 en temps de paix, comme le prévoient les

dispositions de la Convention, et pas uniquement en période de conflit. Il a notamment demandé à ce que la protection du patrimoine culturel soit inscrite dans la mission des forces armées prenant des engagements internationaux et a appelé à la lutte contre l'impunité, par des poursuites contre les personnes qui s'en prennent au patrimoine culturel, ainsi qu'à la ratification universelle de la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et de ses deux protocoles, qui permettrait une protection renforcée des sites en cas d'urgence, une mesure similaire aux « zones de protection culturelle » suggérées par M. de Mistura.

Conclusion de M. Alfredo Pérez de Armiñán, Sous-directeur général pour la Culture de l'UNESCO

Pour clore la conférence, M. Pérez de Armiñán a remercié tous les intervenants pour leurs débats productifs, qui avaient permis de considérer la dimension culturelle des conflits comme une question fondamentale dans le domaine de la sécurité et du secours humanitaire, et pas seulement comme une urgence culturelle.

Il a également adressé les plus sincères remerciements de l'UNESCO à S.E. Prof. Ali Ahmad Al Tarrah, ambassadeur et délégué permanent de l'Etat du Koweït, ainsi qu'à S.E. M. Ziad Aldrees, ambassadeur et délégué permanent du Royaume d'Arabie saoudite, pour l'engagement de longue date de leurs pays en faveur de la mission de l'UNESCO et leur soutien inestimable, sans lequel cette rencontre n'aurait pas été possible.

Il a également cité les représentants de musées qui avaient pris part à la conférence, notamment du Louvre, qui avait accepté de s'associer à l'UNESCO pour une campagne sur les réseaux sociaux visant à sensibiliser la société civile au trafic illicite d'objets culturels.

M. Pérez de Armiñán a en outre exprimé sa gratitude à l'UE, au gouvernement flamand ainsi qu'au gouvernement norvégien pour leurs contributions aux activités de l'UNESCO en Syrie et en Iraq, grâce auxquelles l'UNESCO pouvait mettre en pratique les recommandations formulées lors de réunions comme celle-ci.

Pour résumer, il a répété que « la culture est entremêlée à l'histoire universelle de l'humanité, c'est le fondement de toute société et entretenir sa diversité ainsi que le patrimoine nous permettra d'ouvrir la voie à la réconciliation, au dialogue et à la paix durable ». Près de soixante-dix ans après sa création, l'UNESCO tente une fois de plus d'unir la communauté internationale pour combattre le sort similaire qui frappe des États comme l'Iraq et la Syrie, et utiliser cette date importante de son histoire comme référence pour affirmer sa réponse à la destruction, au pillage et au nettoyage du patrimoine et de la diversité culturelle. Aucun acteur ne pouvant relever ces défis seul, M. Pérez de Armiñán a conclu en appelant tous les participants, à savoir les gouvernements, le système des Nations unies, les institutions humanitaires, les organisations militaires et chargées de la sécurité, les ONG et la communauté universitaire, à œuvrer ensemble avec l'UNESCO dans cet effort collectif et à tirer profit des débats instructifs de cette réunion de haut niveau pour renverser le paradigme culturel des conflits et intégrer la culture aux efforts mondiaux de construction de la paix.

Observations complémentaires transmises par écrit par les participants

Les observations suivantes ont été envoyées par écrit au Secrétariat après la conférence et reflètent les discours préparés par certains invités qui, en raison d'un manque de temps, n'ont pas pu prendre la parole bien qu'ils aient fait part de leur souhait de contribuer au débat.

M. Gaozhang Zhu, Directeur du Contrôle et de la Facilitation, Organisation mondiale des douanes (OMD)

« Le pillage de biens culturels est l'une des plus anciennes formes de la criminalité transfrontalière organisée et est devenu un phénomène mondial. Il est notoire que les frontières internationales restent le meilleur moyen d'intercepter des objets culturels volés et, à cet égard, les douanes jouent un rôle fondamental pour lutter contre l'exportation non autorisée d'articles culturels.

Malheureusement, comme vous le savez, la contrebande de biens culturels reste un fléau grandissant qui ravage le patrimoine des pays du monde entier. Chaque année, des centaines d'objets disparaissent des musées, des églises, de collections privées ou d'institutions publiques. Des armes anciennes, des peintures, des pièces de monnaie, des montres, des objets religieux, ou encore des biens archéologiques et culturels sont volés.

Des liens clairs entre cette forme de criminalité et l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent ont été mis en évidence. Les estimations de l'ampleur et de la rentabilité du marché noir des œuvres d'art pillées, volées ou passées en contrebande sont évidemment peu fiables, mais les spécialistes s'accordent pour dire que c'est l'une des plus grosses entreprises illégales du monde, qui vaut des milliards de dollars américains et qui suscite naturellement l'intérêt du crime organisé.

La diversification du financement des organisations terroristes par le commerce de biens culturels est également source d'inquiétude. Cette triste réalité affecte également les zones de conflit, où les articles culturels sont visés et pillés dans toute la région, de Mossoul (Iraq) où les sanctuaires et les tombeaux ont été pillés et dévalisés, à des sites tels que Doura Europos où les pillages atteignent une ampleur inédite.

Tenant compte de cela, la communauté douanière internationale se tient prête à soutenir les efforts internationaux dans ce domaine. À titre d'exemple, une plate-forme appelée ARCHEO, tenue par l'OMD, a été créée dans le but de réunir un ensemble d'experts et de professionnels voués à la protection du patrimoine culturel.

Grâce au soutien de l'OMD, de l'UNESCO et d'INTERPOL, à ce jour, ce réseau est opérationnel pour une centaine d'utilisateurs dans le monde entier. ARCHEO réaffirme le rôle crucial des administrations douanières dans cette lutte ainsi que la nécessité de collaborer étroitement avec d'autres agences (police, ministères de la Culture), des organisations internationales et d'autres partenaires afin d'optimiser l'efficacité de l'application des règles dans ce domaine. »

Mme Julia Brungs, Chargée de politique et de projets, Fédération Internationale des Associations et Institutions de Bibliothèques (IFLA)

« Les principes d'engagement de l'IFLA dans des activités concernant les bibliothèques en période de conflit, de crise ou de catastrophe définissent la position de l'IFLA ainsi que les actions qui peuvent être entreprises en son nom en cas de catastrophe. L'un des volets stratégiques de l'IFLA porte également sur la réaction aux catastrophes. Avec son Initiative clé n°4 : « le programme de reconstruction du patrimoine culturel suite à une catastrophe », l'IFLA entend créer un registre des risques, qui rassemblera des données sur les collections du patrimoine documentaire des pays et régions du monde exposés à des risques. Ces deux axes stratégiques contribueront aux travaux que mène l'UNESCO en matière de catastrophes. L'IFLA dispose d'un réseau de bibliothèques spécifique et extrêmement compétent, qui peut fournir des informations et des données sur les régions touchées par des catastrophes.

Lorsque le patrimoine documentaire se trouve menacé par un conflit, l'IFLA travaille en premier lieu avec le Comité international du Bouclier bleu. La mission du Bouclier bleu est étroitement liée à l'objectif de

l'IFLA de sauvegarder les collections du patrimoine documentaire et, avec les autres grands organismes du Bouclier bleu (ICOM, ICOMOS et ICA), l'IFLA tente de sensibiliser et d'impliquer les pays touchés par un conflit.

La guerre civile syrienne des quatre dernières années et les récentes menaces qui pèsent sur l'Iraq ont entraîné la destruction d'autres bibliothèques et la destruction, le pillage ou le déplacement de collections du patrimoine documentaire. Il est très difficile d'obtenir des informations sur ces deux pays, nos contacts dans les bibliothèques ayant souvent dû quitter la zone ou étant contraints de ne diffuser que de rares informations afin de pouvoir garantir leur propre sécurité. La vie humaine et la protection des bibliothécaires et des professionnels de l'information dans cette région est toujours la première priorité de l'IFLA.

L'IFLA va développer son registre des risques afin de pouvoir offrir plus d'informations détaillées en situation de crise et soutenir les initiatives d'aide culturelle. De plus, l'IFLA soutient résolument les plans d'action de l'UNESCO pour l'Iraq et la Syrie, et s'engagera et promouvra autant que possible la mission de l'UNESCO et la mise en œuvre de ces plans. »

Dr Kathryn Spellman Poots, Professeure associée, Institut d'étude des Civilisations musulmanes de l'université Aqa Khan (international), Royaume-Uni

« Les sites du patrimoine sont des éléments clés de la mémoire collective de nombreux Iraquiens et Syriens, y compris des nouveaux réfugiés. Ces sites, dont beaucoup sont sacrés, sont également de puissants symboles de nos jours, non seulement pour les habitants de la région, mais aussi pour de nombreux musulmans dans le monde. La destruction de ces sites, ou la menace de leur destruction, est ressentie avec souffrance par de nombreux musulmans (dans un grand nombre de pays) et utilisée pour alimenter les divisions entre sunnites et chiites. C'est le cas, par exemple, dans certaines communautés musulmanes de la diaspora des sociétés occidentales, en particulier chez les jeunes générations.

La violence dans la région, souvent symbolisée par les sites sacrés et ceux du patrimoine, doit être examinée sous l'angle de ces dimensions transnationales. L'éducation doit s'étendre aux communautés de la diaspora afin d'apaiser les vives émotions suscitées sur le terrain, qui s'expriment souvent par des dissensions et de la violence sur les réseaux sociaux. Il faut rappeler aux jeunes générations qui, pour la plupart, gèrent très bien leurs multiples identités, que ces sites du patrimoine font partie intégrante d'une histoire régionale et culturelle plus vaste. Il faut leur rappeler qu'autrefois, nombre de ces sites représentaient la coexistence pacifique entre les communautés sunnites, chiites et non musulmanes. »

M. Marc Knobel, Directeur des études, Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF)

« Les crimes et les massacres qui sont perpétrés en Irak et en Syrie relèvent de la plus grande barbarie, de la plus épouvantable des folies, de la plus sanglante des perversions. Ces crimes contre l'Humanité sont un défi pour le monde. Ce n'est pas simplement un patrimoine culturel et religieux que des terroristes fous et fanatisés pulvérisent et détruisent, ce ne sont pas simplement des territoires que des djihadistes barbares écrasent et asservissent, ce ne sont pas simplement des populations qui sont martyrisés, c'est l'Humaine condition que l'on met complètement à mal, qui saigne et souffre.

C'est ainsi que l'UNESCO a eu parfaitement raison de nous alerter, de dresser un état des lieux, de dire ce qu'il en est de la diversité culturelle lorsqu'elle est menacée et détruite et de rappeler que c'est tout le Patrimoine iraquien et syrien en situation de conflits qui est en voie d'anéantissement et de destruction. Or, ne doutons pas un seul instant que ce patrimoine appartient à l'Humanité toute entière. Nous en sommes collectivement les garants et nous devrions en être collectivement les gardiens.

Au-delà des programmes de sensibilisation et des colloques internationaux qui dressent ou dresseront un état des lieux, des intervenants et/ou des spécialistes qui préviennent et avertissent, il appartient donc à l'Humanité toute entière de réagir. Il ne s'agit pas seulement de détruire la pieuvre terroriste, de sauver

ce qui peut l'être (encore), d'aider et de sauver des populations entières mais de reconstruire totalement tout ce qui aura été détruit, tout ce qui aura été martyrisé.

Nous savons depuis la nuit des temps ce que l'Homme est capable de faire à l'Homme. Nous savons depuis la nuit des temps ce que peuvent être les atrocités qui ont été commises par l'Homme sur l'Homme. Il appartient maintenant à l'Homme de montrer et de démontrer urgemment qu'il peut mettre fin à cette folie barbare et sauver ainsi l'Humanité toute entière.

Contre le mal et le fanatisme nous sommes tous des Justes en puissance. Il suffit de le vouloir. »

Mme Elisabeth Decrey Warner, Présidente de l'Appel de Genève

« Les conflits d'aujourd'hui n'impliquent plus des Etats entre eux, mais des Etats contre un ou des groupes armés. Les conflits en Syrie et en Irak en sont un exemple concret.

Le patrimoine culturel et les minorités ethniques ou religieuses sont particulièrement à risque en temps de conflit.

Pour préserver le patrimoine culturel et ces minorités, il est bien sûr important de sensibiliser, former et engager les communautés locales, les autorités régionales et nationales, les forces armées gouvernementales, mais pas seulement. Les divers groupes armés actifs et/ou contrôlant des régions doivent l'être aussi.

Dans le conflit syrien et irakien, de nombreuses exactions, tant envers les minorités telles que les Yézidis, les chrétiens et d'autres encore, qu'envers le patrimoine culturel, sont le fait de groupes armés. « L'Etat Islamique » n'est pas le seul acteur dans ce conflit. De nombreux groupes sont nés durant ce conflit: l'Armée Libre de Syrie, les forces kurdes de Syrie, le Front Islamiste, le Hazzm, etc.

Il est essentiel de dialoguer avec ces groupes afin non seulement qu'ils ne s'attaquent pas au patrimoine et aux minorités, mais pour qu'ils mettent également en œuvre des mesures de protection et de prévention.

En Syrie et en Irak il est impératif de mettre en œuvre des programmes d'action destinés aux divers groupes armés impliqués dans les combats. Leur faire comprendre que l'atteinte délibérée d'édifices culturels ainsi que les pillages détruit leur propre identité et réduira tout espoir de retour à la paix au sein de la population. Un peuple privé de son identité historique pourra difficilement se reconstruire. Il faut également former les combattants à éviter de mettre en péril le patrimoine par leurs activités militaires et leur apprendre à prendre des mesures de protection et de prévention. Quant aux populations minoritaires, elles doivent être épargnées et protégées, non seulement comme êtres humains, mais également comme témoins de l'histoire de peuples.

L'Appel de Genève engage les groupes armés au respect des normes humanitaires depuis plus de 15 ans. L'organisation a travaillé avec plus de 90 groupes dans des régions en conflit du monde entier. En Syrie et en Irak, plusieurs ont montré leur intérêt à la protection du patrimoine culturel et des minorités. L'un d'eux nous a dit : Le patrimoine culturel appartient aux valeurs communes d'humanité. Ceux qui ne défendent pas le patrimoine culturel ne peuvent pas prétendre défendre l'humanité

La communauté internationale doit prendre conscience du rôle positif que peuvent jouer les groupes armés. Elle devrait inclure dans ses stratégies le principe d'engagement de ces groupes et soutenir les organisations spécialisées dans ce genre d'activités. »

M. Dominique Chevalier, Président du Syndicat National des Antiquaires

« Le trafic des œuvres d'art représente le 3ème trafic mondial nous dit-on.

Trop souvent, les antiquaires sont montrés du doigt et considérés comme des pourvoyeurs de ce marché de l'art illégal, et en qualité de Président du Syndicat National des Antiquaires, je tenais à affirmer que, nous, professionnels du marché de l'art, sommes particulièrement sensibles et vigilants quant à la conservation du patrimoine culturel de chaque Etat.

Notre profession n'a de cesse de dénoncer et de déplorer les destructions de sites archéologiques et les divers pillages.

Il ne faut pas ignorer que les recherches et les vérifications auxquelles nous procédons quant à l'origine et l'histoire des objets que nous avons à connaître peuvent participer à la découverte d'oeuvres disparues et ainsi permettre leur restitution.

Nous ne sommes pas une profession réglementée et il est facile, sans aucun contrôle, de se proclamer antiquaire et certains marchands, on ne peut pas le nier, sont peu scrupuleux et participent à ce trafic.

Cependant, l'antiquaire, digne de ce nom, celui que je représente, est vigilant quant au respect de la réglementation s'agissant de la circulation des biens culturels.

A ce titre, le Syndicat National des Antiquaires, entretient des relations suivies et collabore efficacement avec l'office central de lutte contre le trafic de biens culturels (OCBC).

De même, le Syndicat a toujours dénoncé l'existence de législations disparates et ce même au sein de l'union européenne ne serait-ce qu'au regard de l'obligation de tenir un livre de police.

Je tenais à affirmer que l'antiquaire, s'il est un vendeur, est avant tout un passionné, un chercheur, un passeur d'histoire et participe à la conservation du patrimoine et pour reprendre un terme tristement à la mode, il conviendrait de ne pas faire d'amalgame.... »

Annexe I – Note documentaire – Protection du patrimoine et de la diversité culturelle : un impératif humanitaire et de sécurité dans les conflits du XXI^e siècle

La présente note d'information pour la Conférence internationale sur le thème « Patrimoine et diversité culturelle en péril en Iraq et en Syrie » examine l'impact de la crise actuelle dans ces deux pays sur la diversité et le patrimoine culturels, ainsi que les moyens de mieux intégrer leur protection dans les politiques relatives à la sécurité, à la résolution des conflits, à l'aide humanitaire et au développement.

1. Introduction

« La culture et le patrimoine ne sont pas affaire de pierres et d'édifices – mais d'identité et d'appartenance. La culture et le patrimoine sont porteurs de valeurs héritées du passé qui sont précieuses pour les sociétés d'aujourd'hui et de demain. [...] Nous devons sauvegarder le patrimoine parce que c'est ce qui nous rassemble en tant que communauté ; c'est ce qui nous unit dans une même destinée. »²

Créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans la conviction que les accords économiques et politiques ne suffiraient pas à établir une paix durable, l'UNESCO a reçu pour mission de favoriser la compréhension mutuelle des peuples par la coopération dans les domaines de l'éducation, de la culture et des sciences. Cette conviction a inspiré les premiers mots de l'Acte constitutif de l'UNESCO : « les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix »³.

Près de 70 ans plus tard, ce message n'a rien perdu de son actualité, alors que des rapports récents font état de persécutions systématiques de minorités et de la destruction d'éléments du patrimoine musulman, chrétien, turkmène, kurde, yézidi et juif, entre autres, dans différentes parties de l'Iraq et de la Syrie.

Les attaques dirigées contre le patrimoine et la diversité culturelle sont devenues un phénomène récurrent dans un certain nombre de conflits armés récents. Ces attaques, auxquelles s'ajoute la persécution de minorités, comme on le voit en Iraq et en Syrie, représentent une forme de « nettoyage » culturel qui vise à détruire la légitimité de « l'autre » dans son existence même. En prenant délibérément pour cibles des minorités, des écoles et des sites et biens du patrimoine culturel, elles sapent durablement les fondements de la société et accélèrent la désintégration de son tissu. Ces attaques sont souvent aggravées par le pillage et le trafic illicite d'objets culturels, qui contribuent à la criminalité organisée dans le monde et alimentent ainsi les conflits armés. Dans ce contexte, la protection du patrimoine culturel et la prise en compte de la dimension culturelle dans la prévention et la résolution des conflits sont, plus qu'une urgence culturelle, un impératif politique, humanitaire et de sécurité.

² Allocution d'Irina Bokova à l'occasion du gala organisé par l'ICOMOS le 2 décembre 2012 pour célébrer le 40^e anniversaire de la Convention du patrimoine mondial.

³ Préambule de l'Acte constitutif de l'UNESCO : http://portal.unesco.org/fr/ev.phpURL_ID=15244&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html.

Il faut impérativement que les Nations Unies et la communauté internationale tout entière acquièrent une meilleure compréhension de ces formes de violence afin de mieux intégrer la protection du patrimoine culturel et de la diversité culturelle dans les politiques relatives à la sécurité, à la résolution des conflits, à l'aide humanitaire et au développement. La présente note montre comment le patrimoine culturel et la diversité culturelle sont directement affectés par les conflits d'aujourd'hui, et examine comment ces considérations peuvent être plus efficacement prises en compte dans les processus et les politiques relatifs à la sécurité, à la résolution des conflits, à l'aide humanitaire et au développement.

2. Le patrimoine culturel affecté par les conflits

Le patrimoine culturel, cible de destructions intentionnelles

Le patrimoine culturel est de plus en plus pris directement pour cible d'attaques systématiques et délibérées depuis les années 1990.

En tant qu'expression de l'identité culturelle, le patrimoine culturel donne corps à l'identité et au sentiment d'appartenance d'une communauté. En cela, il est particulièrement exposé à des attaques en cas de conflit, en raison de la valeur élevée que lui attribue la communauté à laquelle il appartient. Comme source de force et de résilience, et du fait en particulier de son association avec des éléments historiques et mémoriels qui resserrent les liens rattachant ces communautés à leur terre, le patrimoine culturel peut devenir une cible stratégique.

Des exemples en sont dans l'histoire récente la destruction délibérée de quartiers de Dubrovnik dans l'ex-Yougoslavie (1991-1992), celle des statues de Bouddha de Bamyane en Afghanistan (2001) et celle de 14 des 16 mausolées antiques de Tombouctou, au Mali (2012).

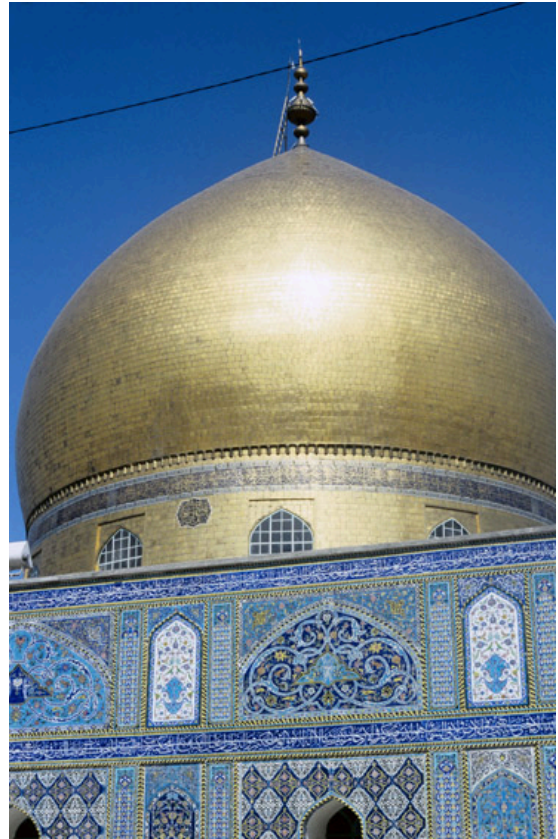


Fig. 1 – Le sanctuaire d'Al Askari, à Samarra –
Photographie Alessandra Peruzzetto © UNESCO

Les conflits qui se poursuivent en Iraq et en Syrie ont été marqués par un certain nombre d'attaques dirigées contre le patrimoine culturel. Au cours de l'année passée, plusieurs sites du patrimoine religieux ont été pris pour cibles dans la ville de Mossoul (Iraq) et dans ses alentours, notamment le sanctuaire de Jonas, celui du prophète Daniel, ainsi que les mausolées de cheikhs soufis. Le site archéologique de l'Église Verte de Tikrit, datant du VIII^e siècle, ainsi que la citadelle de Tikrit, également connue sous le nom de citadelle ou forteresse de Salaheddin, ont été l'un et l'autre détruits, de même que le sanctuaire de l'Imam Dur, près de Samarra.

Il convient aussi de rappeler que lorsque le sanctuaire d'Al Askari – l'un des principaux lieux saints de l'islam chiite – a été bombardé à Samarra en février 2006, personne n'a été tué. Les populations locales ont toutefois immédiatement saisi la signification symbolique de cette attaque. Dans les heures qui ont suivi la destruction, la violence sectaire s'est répandue dans tout l'Iraq, faisant des milliers de morts et

plongeant le pays dans la guerre civile, comme le voulait très probablement les auteurs de cet acte. Celui-ci a déclenché la plus grosse vague de déplacement de populations chiites, sunnites et chrétiennes de cette période en Iraq.



Fig. 2, 3 – Le sanctuaire d’Al Askari, à Samarra © UNESCO

La reconstruction du sanctuaire d’Al-Askari par l’UNESCO, après les deux attaques subies par cet édifice en 2006 et 2007, a nécessité un intense dialogue entre chefs religieux et tribaux sunnites et chiites. De fait, le succès et la durabilité de la reconstruction du sanctuaire exigeaient un engagement commun à sa reconstruction sans interférence de nature sectaire ainsi qu’à sa protection future par les deux communautés sunnite et chiite et de leurs autorités. En ce sens, la restauration du sanctuaire d’al-Askari n’a pas seulement été affaire de préservation du patrimoine culturel – elle a soulevé des questions touchant le dialogue interculturel et, par-dessus tout, la coexistence pacifique entre les communautés sunnite et chiite.

Dégâts collatéraux

Des zones urbaines se trouvent sur la ligne de front, en Iraq comme en Syrie. Des éléments du patrimoine subissent de ce fait d’importants dégâts collatéraux. En Syrie, par exemple, d’Alep à Homs, des sites du patrimoine culturel, y compris des sites classés patrimoine mondial par l’UNESCO, comme la citadelle et la Vieille Ville d’Alep, ont été lourdement endommagés pendant les combats.

En Syrie, qui plus est, un grand nombre de sites du patrimoine culturel, dont des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial par l’UNESCO, ont été ou seraient encore utilisés à des fins militaires, notamment la citadelle d’Alep, la citadelle du site archéologique de Palmyre, le Crac des chevaliers, l’ensemble de villages antiques du Nord de la Syrie autour du sanctuaire de saint Siméon et la ville nabatéenne et romaine de Bosra, auxquels s’ajoutent d’autres sites majeurs comme le site archéologique d’Ebla, et celui de Mari en Mésopotamie. Nombre de ces sites ont été de ce fait touchés et endommagés.

Pillage et trafic illicite de biens culturels

Le patrimoine culturel a souffert aussi du pillage à grande échelle et du trafic illicite de biens culturels. Le pillage de sites du patrimoine culturel et les fouilles illicites ont entraîné la perte d’objets culturels de très grande valeur, ainsi que des informations irremplaçables que ces objets livrent sur l’histoire des pays concernés. Le pillage prive les communautés qui en sont victimes de références importantes dans lesquelles ancrer leur identité, et compromet la contribution potentielle du patrimoine culturel à leur



Fig. 4 – Pillage intensif sur le site archéologique d'Apamée, en Syrie – Google Earth

développement économique et social durable. De plus, les fouilles et le commerce illicites des antiquités contribuent à la criminalité organisée mondiale qui finance les opérations militaires.

Selon des rapports que confirment des images prises par satellite, le pillage atteint une ampleur sans précédent, et il est parfois organisé par les groupes armés eux-

mêmes. C'est ainsi que la Direction générale syrienne des antiquités et des musées signale que 300 personnes creusaient sur le site archéologique d'importance majeure de Doura Europos en janvier 2014. Il semblerait que des personnes seraient recrutées et équipées de matériel lourd, tel que de bulldozers, pour excaver le sol sur les sites. Les taxes levées auprès des petits pillards constituent des recettes supplémentaires⁴. En Iraq, le pillage et les fouilles illicites à Mossoul et dans ses environs suscitent de graves préoccupations, et l'on fait état de contrebande de manuscrits.

La contrebande alimente un système de trafic illicite des biens culturels qui figure parmi les principales sources de revenu de la criminalité organisée (de 7 à 15 milliards de dollars US chaque année, selon certaines sources). Les routes empruntées par ce trafic traversent les pays voisins, dont le Liban, la Turquie et les Émirats Arabes Unis, pour aller fournir, entre autres, les marchés de l'art du Royaume-Uni, de la Suisse et des États-Unis. C'est un problème mondial qui ne peut être combattu qu'au niveau international, avec le concours de services gouvernementaux tels que la police et les douanes, ainsi que des acteurs du marché de l'art, parmi lesquels les maisons de vente aux enchères, les musées et les collectionneurs privés.

Le rôle du patrimoine culturel dans la réconciliation post-conflit

La destruction du patrimoine culturel est perçue par les communautés concernées comme une menace directe pour leur sécurité. De plus, elle affaiblit leur résilience et leur capacité de se relever et rend la réconciliation après le conflit encore plus difficile. À l'inverse, la restauration du patrimoine culturel, dans l'étape qui suit le conflit, peut contribuer de manière décisive à reconstituer le tissu social et à établir les bases d'une paix et d'une sécurité durables.

⁴ Lettre datée du 13 novembre 2014, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) concernant Al-Qaida et les personnes et entités qui lui sont associées, 14 novembre 2014, p. 24.

Comme l'a noté Michelle LeBaron, « Les cultures sont comme des rivières souterraines qui irriguent nos vies et nos relations, véhiculant des messages qui façonnent nos perceptions, nos évaluations, nos jugements et nos idées sur nous-même et sur l'autre »⁵. Dans les situations de post-conflit, le patrimoine culturel devient souvent un symbole fort et un solide outil de reconstruction des communautés, qui aide ces dernières à briser le cycle de la violence et à effacer les cicatrices de la guerre.

Les attaques visant le patrimoine culturel comme crimes de guerre

Plusieurs conventions internationales de l'UNESCO ont établi des régimes juridiques de protection du patrimoine culturel. Trois d'entre elles en particulier – la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et ses deux Protocoles (1954 et 1999), la Convention de l'UNESCO de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, et la Convention de l'UNESCO de 1972 pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (plus communément appelée Convention du patrimoine mondial) – considèrent les attaques visant le patrimoine culturel comme des atteintes à l'identité commune.

À la lumière de plus d'un siècle de jurisprudence du droit international, les liens entre attaques visant le patrimoine culturel, droits de l'homme et sécurité sont de mieux en mieux reconnus. Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, adopté en 1998, précise que « le fait de diriger intentionnellement des attaques contre des bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à l'action caritative, [ou contre] des monuments historiques, ... à condition qu'ils ne soient pas des objectifs militaires » est considéré comme un crime de guerre au sens dudit Statut, dans le cadre des conflits armés internationaux comme des conflits armés ne présentant pas un caractère international (article 8)⁶.

Ainsi a été réaffirmée la position adoptée plus tôt par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, créé en 1993, pour lequel « la destruction intentionnelle d'édifices particulièrement sacrés équivaut à un génocide culturel », ce qui se réfère indirectement à la destruction du patrimoine culturel⁷.

Le 1^{er} juillet 2012, Mme Fatou Bensouda, Procureur nouvellement nommé à la Cour pénale internationale (CPI), a déclaré que la destruction des sanctuaires soufis de Tombouctou constituait un crime de guerre au titre du Statut de Rome. Trois semaines plus tard, après que le Mali eut lui-même saisi la Cour, le Bureau du Procureur a officiellement ouvert une enquête préliminaire sur les violences dans lesquelles le pays était plongé depuis janvier 2012.

Ces évolutions sont encourageantes pour les efforts tendant à faire de la protection du patrimoine culturel un impératif politique, humanitaire et de sécurité.

En dépit toutefois de ces avancées, l'échelle du problème en Iraq et en Syrie montre clairement la nécessité urgente de réponses plus vigoureuses de la communauté internationale, y compris sur le plan juridique, pour faire face aux attaques visant le patrimoine culturel et la diversité culturelle.

⁵ Michelle LeBaron : <http://www.beyondintractability.org/bi-essay/culture-conflict>.

⁶ Article 8, paragraphe (2), alinéa (b), (ix) du Statut de Rome de la CPI. Celui-ci peut être consulté en ligne à l'adresse suivante : http://www.icc-cpi.int/nr/rdonlyres/ea9aeff7-5752-4f84-be94-0a655eb30e16/rome_statute_french.pdf

⁷ Forrest, C. (2011). *International Law and the protection of Cultural Heritage*, p. 403. Routledge.

Dans le cas de l'Iraq et de la Syrie, par exemple, l'intervention de la CPI est actuellement empêchée par le fait qu'aucun des deux pays n'a ratifié le Statut de Rome ni le Deuxième Protocole (1999) relatif à la Convention de La Haye de 1954⁸. Ce dernier texte présente une pertinence particulière en ce qu'il offre aux États parties la possibilité de demander, à titre urgent, l'octroi d'une « protection renforcée » en vue d'assurer « l'immunité des biens culturels ... en s'interdisant d'en faire l'objet d'attaque ou d'utiliser ces biens ou leurs abords immédiats à l'appui d'une action militaire » (article 12).

3. Nettoyage culturel – la diversité culturelle attaquée

La diversité culturelle, qui « s'incarne dans l'originalité et la pluralité des identités qui caractérisent les groupes et les sociétés »⁹, est elle aussi en péril, en Iraq comme en Syrie, menacée par des agendas sectaires et par le fanatisme religieux.

Ces attaques prennent la forme d'une tentative extrêmement cohérente et violente visant à « nettoyer » la société de toute forme de diversité, ainsi que de tous ses lieux et vecteurs de pratique culturelle et de libre pensée. Cela passe par des assauts délibérés contre les lieux de culte et de mémoire, ainsi que par l'assassinat de journalistes et d'enseignants, et par la révision des programmes d'enseignement pour alimenter la haine de l'autre. Tout cela est intégré dans une stratégie de communication calculée, alliée à une utilisation sophistiquée des médias de grande diffusion, y compris sur l'Internet. Un tel nettoyage culturel est une arme de guerre – que Nordstrom a décrit comme ayant pour objet la destruction de « ce que les stratèges militaires conçoivent comme une manifestation d'humanité », ajoutant : « cette forme de terreur vise à détruire non pas les vies et les corps, mais toute idée d'un monde raisonnable et humain »¹⁰.

En Iraq notamment, la sauvegarde de la diversité culturelle du pays, déjà fragilisée par de précédents conflits, recommence à susciter de graves préoccupations, face en particulier à la vague de persécutions systématiques des minorités culturelles et religieuses à laquelle on a assisté l'été dernier dans les zones contrôlées par l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIL) et les groupes armés qui lui sont associés. La persécution de communautés minoritaires d'Iraq comme les Yézidis, les chrétiens, les Kurdes faylis, les Shabaks et les Turkmènes, ainsi que des communautés sunnites, recourt notamment aux exécutions et arrestations arbitraires, à la torture, à l'esclavage, à l'intimidation et à la marginalisation. C'est ainsi que les maisons habitées par des chrétiens à Mossoul ont été marquées de la lettre arabe « noun ». Ces violations systématiques du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire représentent dans certains cas des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Ces persécutions en raison de l'identité culturelle et religieuse ont provoqué en Iraq un déplacement massif de populations des zones accueillant traditionnellement une grande diversité de minorités culturelles. À ce jour, plus de 2 millions de personnes ont fui vers d'autres régions du pays, en particulier la région du Kurdistan.

⁸ Disponible à l'adresse suivante : http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=15207&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html.

⁹ Article premier de la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle (2001).

¹⁰ Nordstrom, C. (1998) Terror Warfare and the Medicine of Peace. *Medical Anthropology Quarterly*, 12(1), p. 105-108.

De même, la crise en Syrie a déclenché le déplacement massif de plus de 6 millions de personnes à l'intérieur du territoire de ce pays. Elle a aussi conduit plus de 3 millions de Syriens à chercher refuge dans des pays voisins.

Ces déplacements forcés, en Iraq comme en Syrie, menacent d'altérer de manière irréversible le tissu et la cohésion de ces sociétés, avec de lourdes conséquences non seulement pour leur riche diversité culturelle, mais aussi pour la stabilité de la région et la réconciliation nationale.

Les groupes affectés souffrent de la désorganisation de leurs pratiques culturelles, de leurs savoir-faire et des expressions de leur patrimoine culturel immatériel. À plus long terme, si ces populations sont laissées sans aucune perspective de pouvoir retourner vivre en sécurité chez elles, la diversité culturelle sera irrémédiablement perdue en Iraq et en Syrie. Un autre défi crucial est de faire en sorte que les populations retrouvent foi et confiance en la coexistence pacifique dans une société composée de groupes culturels et religieux divers.



Fig. 5 – Maisons marquées de la lettre arabe « noun »

En tant que source d'identité, de sens et d'appartenance, la culture peut à la fois faciliter la cohésion sociale ou nourrir l'exclusion sociale et la discrimination. À cet égard, il convient de rappeler la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle (2001), qui souligne qu'outre la sauvegarde de la réalité même de la diversité culturelle, il est indispensable « d'assurer (l')interaction harmonieuse et un vouloir vivre ensemble de personnes et de groupes aux identités culturelles à la fois plurielles, variées et dynamiques », par des « politiques favorisant l'inclusion et la participation de tous les citoyens » et le développement des compétences dites multiculturelles, qui « sont garantes de la cohésion sociale, de la vitalité de la société civile et de la paix ».

Accepter et promouvoir le respect de la diversité culturelle, dans un cadre fondé sur les droits de l'homme et par des initiatives éducatives et culturelles appropriées, peut faciliter le dialogue interculturel, prévenir de nouveaux conflits et protéger les droits des groupes marginalisés, créant ainsi des conditions optimales pour instaurer la paix. Les processus de dialogue et de réconciliation, de même que les missions et les interventions humanitaires attentives au contexte culturel et aux particularités d'un lieu et de sa communauté, peuvent aider à sauvegarder le patrimoine culturel associé aux différents groupes de la société et à faire avancer une approche centrée sur l'être humain. Sur cette base, de telles stratégies de consolidation de la paix devraient se révéler plus efficaces et plus durables.

À court terme, alors que des centaines de milliers de personnes déplacées et de réfugiés se préparent à passer l'hiver dans des camps ou dans des communautés d'accueil en Iraq, en Syrie ou dans des pays voisins, le risque de tensions interculturelles entre les différentes communautés et avec les communautés d'accueil est considérable et pourrait avoir des effets durables.

Les populations affectées sont soumises à des conditions d'existence extrêmes, qu'aggrave le fait de vivre loin de chez soi et de ses lieux de pratique et d'expression culturelles et religieuses. Dans ce contexte, prendre en compte les considérations relatives à la culture, et en particulier à la diversité culturelle, dans la planification et la gestion de la réinstallation temporaire des personnes déplacées et des réfugiés, dans les camps ou dans les communautés d'accueil, et prévoir dans le même temps des activités visant à la reprise des pratiques culturelles, apparaît comme un moyen essentiel d'éviter toute nouvelle instrumentalisation de la culture dans la crise actuelle.

Enfin, des activités conçues pour favoriser la compréhension mutuelle et créer des occasions de dialogue entre les membres des différents groupes ethniques, culturels ou religieux, dans les camps et dans les communautés d'accueil, permettraient d'apaiser les tensions à court terme et d'ouvrir la voie à une future coexistence pacifique.

Ces attaques contre des lieux de savoir, de mémoire et de culture présentant une signification universelle témoignent du processus de nettoyage culturel qui est en cours et entretiennent une spirale de vengeance à plus long terme. Elles montrent aussi que la culture est prise délibérément pour cible sur le front des crises contemporaines et qu'elle devrait donc figurer au coeur des stratégies de sécurité, d'aide humanitaire et de paix adoptées pour répondre à la persécution en raison de l'identité, de la culture ou de la religion.

Annexe II – Programme de la conférence

Etat des Lieux (14h30-15h30)

Introduction par Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO

- M Staffan de Mistura, Envoyé Spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Syrie
- M Nikolay Mladenov, Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Iraq
- Hon. Cheikh Humam Hamoudi, Premier Vice-Président, Parlement d'Iraq
- Mme Emily Rafferty, Présidente, The Metropolitan Museum

Nettoyage Culturel – La Diversité Culturelle menacée (15h30-16h30)

Table Ronde suivie de questions / réponses avec la salle

Président de la session: S.E. Ambassadeur Pierre Morel, Directeur, Observatoire Pharos

Intervenants (interventions courtes de 5 minutes suivies d'un échange)

- M Adama Dieng, Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide
- Dr Antonella Caruso, Directrice, UN DPA Division du Moyen-Orient
- Prof Homi K. Bhabha, Directeur du Mahindra Humanities Center, Harvard
- S.E. Prof Adnan Badran, Représentant de S.A.R. El-Hassan Bin Talal, Jordanie

Protéger le patrimoine culturel en Iraq et en Syrie : un impératif de sécurité (16h30-17h30)

Table Ronde suivie de questions / réponse avec la salle

Président de la session: M Benjamin Goes, Président, Convention de l'UNESCO de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, avec Règlement d'exécution

Intervenants (interventions courtes de 5 minutes, suivies d'un échange)

- Prof Dr Markus Hilgert, Directeur, Musée de Pergame, Berlin
- Prof Dr Maamoun Abdulkarim, Directeur Général des Antiquités, Syrie
- Dr Richard Kurin, Secrétaire Adjoint pour l'Histoire, l'Art et la Culture, Smithsonian Institution
- Mme Gautier, Experte, Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions – Comité 1267, Conseil de Sécurité des Nations Unies

Conclusion par un représentant de l'UNESCO

Invités Spéciaux

- S.E. Ambassadeur Ali Al Tarrah, Délégué Permanent du Kuwait auprès de l'UNESCO
- Dr Kathryn Spellman Poots, Professeure associée, Aga Khan University Institute for the Study of Muslim Civilisations

- Mme Julie Tenenbaum, Conseillère juridique régionale, mission du CICR pour l'Europe, Paris
- M Jonathan N. Tubb, Conservateur au Département du Moyen-Orient, The British Museum
- M Alberto Vial, Musée du Louvre
- M Lakhdar Brahimi, ancien Envoyé Spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Syrie
- M Nadim Karkutli, Chef des Opérations, Délégation de l'UE en Syrie
- Dr Michael Danti, co-Directeur, ASOR
- M Bertrand du Vignaud, Président, World Monuments Fund France
- Mme Alessandra Peruzzetto, World Monuments Fund
- Mme Annika Magnusson, Secrétaire-Générale, Cultural Heritage Without Borders
- M Marc Lebeau, Syrian Heritage in Danger - International Research Initiative and Network (SHIRIN)
- Mme Julia Brungs, Chargée de politique et de projets, Fédération Internationale des Associations et Institutions de Bibliothèques (IFLA)
- M Gaozhang Zhu, Directeur du Contrôle et de la Facilitation, Organisation Mondiale des Douanes (OMD)
- Mme Anne-Catherine Robert-Hauglustaine, Directrice générale, Conseil International des Musées (ICOM)
- M Samir Abdulac, Vice-Président, Conseil International des Monuments et des Sites (ICOMOS) France
- Mme Flora van Regteren Altena, Présidente, Réunion des Etats Parties à la Convention de l'UNESCO de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels
- M Mauricio Escanero, Président, Comité subsidiaire de la Convention de l'UNESCO de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels
- S.E. Ambassadeur Boutros Assaker, Délégué Permanent de la Ligue Arabe auprès de l'UNESCO
- Prof Shmuel Moreh, Président, Association des Universitaires Juifs d'Iraq
- M Antoni Yalap, Président, Comité de Soutien aux Chrétiens d'Irak (CSCI)
- M Surik Safoyan, Président, Union des Yezidis en France
- M Kendal Nezan, Président, Fondation Institut Kurde de Paris
- M Marc Knobel, Directeur des Etudes, Conseil Représentatif des Institutions Juives de France (CRIF)
- M Daniel Rondeau, Représentant de l'Université des Nations Unies auprès de l'UNESCO
- Mme Christa Meindersma, Directrice, Prince Claus Fund
- Mme Lyn Julius, Fondatrice, Harif: UK Association of Jews from the Middle East and North Africa
- Mme Elizabeth Decrey Warner, Présidente, Geneva Call
- M Fabrizio Panone, Officier de Renseignement Criminel, Unité Oeuvres d'Art, INTERPOL
- M Philippe Leclerc, Représentant de l'UNHCR en France et à Monaco

- Dr Hillary Wiesner, Directeur des Programmes, King Abdullah bin Abdulaziz International Centre for Interreligious and Intercultural Dialogue (KAICIID)
- M Yousif Al-Khoei, Directeur exécutif, Fondation Al-Khoei
- M Hosham Dawood, Chercheur, Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS)
- M Bakhtiar Amin, Président, Foundation for the Future

Annexe III – Profil des intervenants, table ronde I

Nettoyage culturel – La diversité culturelle menacée (3:30-4:30PM)



S.E. AMBASSADEUR PIERRE MOREL – Président de la session
Directeur de l'Observatoire Pharos pour le pluralisme des cultures et des religions

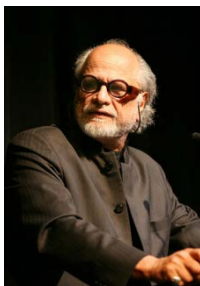
S.E. l'Ambassadeur Pierre Morel est un diplomate français. Il a été le représentant spécial de l'Union Européenne pour l'Asie Centrale et pour la crise géorgienne en particulier, ainsi que l'Ambassadeur français à Rome, Pékin et Moscou, Conseiller diplomatique de l'ancien Président François Mitterrand et l'Ambassadeur français à la Conférence du désarmement à Genève.

PROFIL DES INTERVENANTS



S.E. PROF ADNAN BADRAN
Représentant de S.A.R. El-Hassan Bin Talal et ancien Premier ministre du Royaume hachémite de Jordanie

S.E. Prof Adnan Badran est un scientifique, académicien et politicien jordanien. Il est également le Secrétaire général du Conseil supérieur du Royaume hachémite de Jordanie pour la science et la technologie et a servi comme ministre de l'Agriculture et de l'éducation à la fin des années 1980. Il a reçu sa maîtrise et son doctorat de l'Université de l'État du Michigan, et a fondé, ainsi que présidé, l'Université de Yarmouk.



PROF HOMI K. BHABHA
Directeur du Mahindra Humanities Centre et Professeur Anne F. Rothenberg de la littérature et la langue américaine à l'Université de Harvard

Parmi ses nombreux mandats, le Prof Bhabha est membre du conseil d'administration du Rapport mondial de l'UNESCO sur la diversité culturelle, membre du Comité directeur du Prix Aga Khan d'architecture, et a servi comme président du Conseil mondial de l'ordre du jour du Forum économique mondial sur les droits de l'homme. Il est également l'un des intellectuels les plus influents dans la critique postcoloniale. Son ouvrage *Les Lieux de la Culture* explore sa théorie de l'hybridité culturelle présentant la relation entre le colonialisme et la mondialisation.



M. ADAMA DIENG

Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide

M Adama Dieng est un ancien greffier du Tribunal pénal international pour le Rwanda, titulaire de diplômes en droit de l'Université de Dakar et en droit international du Centre de recherche de l'Académie de La Haye. Il a commencé sa carrière juridique au Sénégal, où il a occupé plusieurs postes avant de devenir greffier de la Cour suprême du Sénégal. De 1990 à 2000, il a servi comme Secrétaire général de la Commission internationale de juristes, basée à Genève. Il a été membre du conseil d'administration de diverses institutions, dont l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, l'Africa Leadership Forum et l'Institut international de droit humanitaire. M Dieng a été la force motrice pour la création de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples et a également rédigé la Convention africaine pour combattre la Corruption.



DR ANTONELLA CARUSO

Directrice, UN DPA Division du Moyen-Orient

Ancienne conseillère au Ministre italien des Affaires étrangères, Dr Caruso apporte à ce poste plus de 20 années d'expérience de travail au Moyen-Orient. A son dernier poste avant de rejoindre le DPA, elle a fondé et dirigé un projet "track two" pour soutenir le Dialogue iraquien de Réconciliation Nationale, qui réunit les principaux politiciens et les partis du Parlement irakien. Dr Caruso a également travaillé dans le secteur privé à titre d'analyste et de conseillère, concentrée sur l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et les pays du Golfe. Elle parle quatre langues dont l'arabe.

Annexe IV – Profil des intervenants, table ronde II

Protéger le patrimoine culturel en Iraq et en Syrie : un impératif de sécurité (4:30-5:30PM)



M. BENJAMIN GOES – Président de la session

Président, Convention de l'UNESCO de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, avec Règlement d'exécution

Benjamin Goes est conseiller juridique à la Chancellerie du Premier Ministre de la Belgique, où il préside la plateforme nationale de coordination pour la mise en œuvre des dispositions du droit international applicables à la protection des biens culturels. Il a également co-écrit une brochure d'information sur le sujet. En Décembre 2012, il a été élu (à titre personnel) Président du Comité pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, établi par le Second Protocole de la Convention de La Haye de 1954 et a été réélu l'année suivante. Avec le soutien du Comité, il vise à développer des synergies au sein de l'UNESCO, ainsi qu'avec tous les autres acteurs institutionnels et associatifs, et a mis en place une stratégie proactive pour la ratification de la susmentionnée Convention de 1954 et ses protocoles, pour faciliter le développement des missions du Comité en les aidant à devenir plus adaptées, efficaces et concrètes. Dans ce contexte, il a participé à un grand nombre d'événements nationaux et internationaux.

PROFIL DES INTERVENANTS



PROF. DR MAAMOUN ABDULKARIM

Directeur Général des Antiquités, Syrie

En plus de son poste de directeur général à la DGAM, Dr Abdulkarim est également professeur au Département d'archéologie à l'Université de Damas, dont il a été chef jusqu'en 2012. Il a obtenu sa licence de l'Université de Damas ainsi qu'un doctorat en archéologie et d'histoire de l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.



PROF. DR MARKUS HILGERT

Spécialiste dans les études de l'Ancien Proche-Orient et Directeur actuel du Musée de l'Ancien Proche-Orient au Musée de Pergame, Berlin

De 2007 jusqu'au début de 2014, Prof Dr Hilgert a détenu une Chaire des études cunéiformes à l'Université de Heidelberg. En 2009, Prof Dr Hilgert a été élu président de la Deutsche Orient-Gesellschaft, une société savante créée en 1898 afin de soutenir la recherche archéologique allemande au Proche-Orient. Il est également le fondateur et le directeur du "Centre Heidelberg pour le patrimoine culturel", un réseau d'experts interdisciplinaire pour la recherche sur le patrimoine culturel mis en place à l'Université de Heidelberg en 2013.



DR RICHARD KURIN

Secrétaire Adjoint pour l'Histoire, l'Art et la Culture, Smithsonian Institution

Dr Richard Kurin a obtenu son doctorat en anthropologie culturelle de l'Université de Chicago, spécialisant dans l'ethnographie de l'Asie du Sud, et a enseigné à The John Hopkins University Nitze School of Advanced International Studies. Avant de devenir Secrétaire Adjoint pour l'Histoire, l'Art et la Culture, il a dirigé le Centre du Smithsonian pour les traditions populaires et le patrimoine culturel pendant deux décennies, étant chargé de l'organisation de son festival annuel pour les traditions populaires, les Smithsonian Folkways Recordings et une variété de programmes éducatifs et de recherche. Il a collaboré avec l'UNESCO dans le développement et la rédaction de la Convention de 2003 sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et a siégé au jury de son programme de chefs-d'œuvre. Il a été nommé à la Commission nationale des États-Unis pour l'UNESCO, et représente le Smithsonian auprès du Comité du Président des États-Unis pour les arts et les sciences humaines et de nombreux autres conseils. Après le séisme de 2010, il a organisé le Projet de Sauvetage du Patrimoine Culturel du Haïtien, qui a récupéré quelques 35 000 œuvres d'art et d'artefacts et a formé quelques 150 Haïtiens dans la conservation. Il supervise les efforts de redressement du Smithsonian – typiquement des partenariats avec d'autres organisations pour sauver le patrimoine en péril au Mali, l'Égypte, la Syrie et d'autres pays.

MME GAUTIER

Experte, Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions – Comité 1267, Conseil de Sécurité des Nations Unies